



Organisation
internationale
du Travail

► Bureau d'évaluation



i-eval Discovery



Projet AFD et UE « Appui à la dynamisation du développement économique local dans les zones défavorisées - PECOBAT

INFORMATIONS RAPIDES

Pays : Mauritanie

Date à laquelle l'évaluation a été complétée par l'évaluateur : 19 juin 2023

Date à laquelle l'évaluation a été approuvée par EVAL: 13 July 2023

Type d'évaluation : Project

Horaire d'évaluation : Final

Mode d'évaluation : Indépendant

Bureau administratif : Bureau de Pays de l'OIT pour l'Algérie, la Lybie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie

Bureau technique : DEVINVEST, SKILLS, EMPLAB

Gestion d'évaluation : Pacome DESSERO

Nom(s) de l'évaluateur : Prof. Kam Oleh, Consultant International, chef de mission
Mme Oumoul Khayri Ba Tall, Consultante nationale

Code du projet : MRT/18/01/FRA et MRT/16/01/EUR

Donateur(s) & budget : Union Européenne (UE) : US\$ 3,665,795 / Agence Française de Développement (AFD) : US\$ 4,006,932

Mots clés: Emploi, jeune, formation, entrepreneuriat, employabilité ; coopératives, économie sociale et solidaire

CONTEXTE

Résumé du but, de la logique et de la structure du projet

Le projet PECOBAT a pour objectif global « l'appui à la dynamisation du développement économique local dans les zones défavorisées à partir de trois piliers : (i) la formation professionnelle et l'intégration sur le marché du travail de jeunes femmes et hommes au chômage, notamment ceux ayant peu de qualifications, à travers la création et la consolidation de l'emploi décent dans des zones défavorisées (ii) la création d'infrastructures susceptibles d'avoir un impact rapide sur la dynamisation de la région en termes économiques et sociaux, (iii) la mise en place d'activités ayant pour objectif la dynamisation du développement socioéconomique locale, à partir de l'appui à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises, le renforcement des services de proximité aux entreprises, l'amélioration de l'accès aux micro finances pour les jeunes, entre autres.

Logique d'intervention. Le projet dans sa phase actuelle est construit sur la logique d'intervention des projets précédents de l'OIT en Mauritanie. Le projet est construit sur une démarche inclusive et holistique qui vise à améliorer l'employabilité des jeunes par une formation pratique/duale « apprendre en faisant » (Offre), à promouvoir le tissu économique local pour favoriser le développement d'un marché de l'emploi inclusif et accessible (Demande) aux jeunes femmes et hommes exclus des circuits classiques par diverses actions structurantes, en dotant les localités d'intervention d'infrastructures socio-éducatives ou socio-économiques de qualité, répondant aux besoins prioritaires et construites avec des matériaux locaux.

Structure de gestion du projet. Le projet est piloté par un Comité technique de suivi (CTS), présidé par la Direction de la Formation Technique Professionnelle (DFTP). La mise en œuvre est assurée par une équipe de 11 personnes dirigée par un coordinateur national qui est le chef de projet.

Situation actuelle du projet

Au moment de notre mission de terrain, le projet est dans sa phase finale, la clôture opérationnelle étant prévue à la fin décembre 2022, avec l'achèvement programmé des activités restant à réaliser ou à finaliser dans les trois mois à venir.

But, destinataire et portée de l'évaluation

L'évaluation au BIT a pour objectif la redevabilité, l'apprentissage, la planification et l'acquisition de connaissances. La présente évaluation finale indépendante a pour objectif de faire une appréciation globale de tout le processus de conception et de mise en œuvre du projet, en vue d'examiner la pertinence, la cohérence, la performance, l'efficacité, l'impact et la durabilité des effets. Cette évaluation finale indépendante porte sur l'ensemble de la période et la zone de mise en œuvre du projet, et couvre tous les résultats obtenus depuis le début du projet principaux clients de l'évaluation. Les principaux clients de cette évaluation sont le gouvernement de la Mauritanie, le BIT et les donateurs

Méthodologie de l'évaluation

L'évaluation s'est faite selon une méthodologie participative utilisant des méthodes de collecte de données quantitatives et qualitatives. La collecte de l'information s'est faite sur la

base d'une revue documentaire, d'interviews des informateurs clés (les entretiens individuels semi-structurés), de focus groups et d'observation directe. Les données disponibles issues de multiples sources ont été triangulées. Un atelier a été organisé avec les partiprenantes pour faire une analyse à chaud des constats préliminaires.

Résultats principaux et Conclusions

Pertinence stratégique, Cohérence du projet, Validité de la conception du projet

Le projet est approprié au contexte de la Mauritanie et s'inscrit dans les priorités nationales, pour la formation professionnelle, l'emploi, les considérations écologiques, et la valorisation des matériaux locaux dans le secteur de la construction. Il contribue à l'atteinte du résultat 1 du Programme et Budget 2018-2019 et en particulier à l'indicateur 1.2. Il contribue directement à l'Objectif de développement durable (ODD) 8 et est cohérent avec les principales stratégies d'intervention sectorielles et géographiques de l'AFD et de l'UE en Mauritanie, en matière de formation professionnelle et d'emploi des jeunes.

Efficacité du projet

Le niveau global d'atteinte des résultats estimé à 60% environ, est jugé satisfaisant compte tenu de la complexité des problématiques adressées, et du caractère innovant de la modalité du chantier-école qui constitue le cœur du projet. Ce taux pourrait s'accroître à la fin du projet. Le projet PECOBAT a contribué à la consolidation de la méthodologie chantier-école dans le dispositif national de la formation professionnelle dans le secteur de la construction avec les matériaux locaux. Il a contribué à l'augmentation de la capacité d'accueil du dispositif national de la formation professionnelle, à l'extension de sa couverture géographique et à l'amélioration de son cursus par l'introduction du Certificat de Compétences (CC). Cependant, les jeunes formés sont encore confrontés à des difficultés d'insertion professionnelle du fait de la situation du marché (les constructions en terre ne sont pas systématiquement intégrées dans les constructions des infrastructures).

Efficiéce dans l'utilisation des ressources

Le projet est cofinancé par l'Union européenne (3,2M€) et l'Agence française de développement (3,5M€), soit un montant total de 6,7M€. Les montants alloués aux services sont supérieurs à ceux attribués aux dépenses de gestion. Des retards dans l'exécution des différents volets du projet ont été constatés dans la réalisation des infrastructures, mais surtout au niveau des volets insertion et DEL.

Orientation vers l'impact du projet

L'implication des autorités locales et le secteur privé, notamment les mairies, dans la mise en œuvre des chantiers écoles, a inspiré l'utilisation de cette modalité dans d'autres types de travaux publics comme la construction d'infrastructures communautaires ou la réhabilitation d'écoles. Certaines populations se sont inspirées du projet pour construire leurs habitations avec le matériau en terre. Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution des deux chantiers écoles de Nouakchott, les deux premiers avec la technique de la BTC, de nombreuses entreprises privées ont manifesté l'intérêt sur cette technique.

Durabilité des résultats du projet. Le projet PECOBAT a amorcé une dynamique de renforcement des capacités des entreprises, établissements de formation et autres institutions qui ont participé au projet. Les jeunes formés ont été regroupés en Groupements d'Intérêt Economique (GIE) pour certains, et pourront postuler et soumissionner pour des contrats de construction avec l'Etat ou le secteur privé. L'intérêt affiché par d'autres ministères sectoriels et notamment ceux de l'Environnement et de l'Habitat ouvre de nouvelles perspectives dans la vulgarisation de l'utilisation des matériaux locaux pour un meilleur respect de l'environnement.

Questions transversales. Le projet a pris en compte, dans sa conception et sa mise en œuvre, le tripartisme, le dialogue social et les principes et droits fondamentaux au travail à travers la mise en place d'un comité de pilotage. Le projet PECOBAT contribue à l'action contre le changement climatique à travers l'utilisation des matériaux locaux de construction.

RECOMMANDATIONS, LEÇONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES

Principales recommandations et suivi

R1 : La construction en terre crue présente un bilan environnemental très intéressant ; cependant il n'y a pas de données pour attester de la contribution effective du PECOBAT à l'action contre le changement climatique. Pour ce genre de projet, **une évaluation doit être conduite avec l'objectif de mesurer de façon quantitative et qualitative l'impact de l'utilisation des matériaux locaux sur la réduction du CO2 ou de l'empreinte carbone.** En vue de mesurer de façon précise le bilan carbone de ces infrastructures, une recherche avec des expertises internationales concernant la réduction des émissions carbone durant la construction et l'utilisation de ces infrastructures, ainsi qu'une étude sur le confort thermique pourraient être menées pour compléter les études sur les économies de matériaux importés et industriels. **Destinataire :** BIT/Gouvernement **Priorité :** Haute **Délai :** Court terme **Niveau de ressources nécessaire :** Moyen

R2 : La méthodologie chantier école requiert une période de pratique sur des chantiers. La réalisation de cette dimension de la méthodologie du chantier école requiert la conclusion des partenariats durables avec le secteur privé et la mise en place de stratégies pour davantage améliorer la qualité de la main d'œuvre issue des chantier-écoles pour mieux répondre aux exigences du marché du travail. **Prendre des dispositions légales (clauses d'attribution), normatives et incitatives en faveur des entreprises privées pour les amener à intégrer des jeunes formés dans les centres de formation technique et professionnelle sur la méthodologie du chantier école en contrepartie par exemple de facilités fiscales.**

Destinataire : Gouvernement **Priorité :** Haute **Délai :** Court terme **Niveau de ressources nécessaires :** Bas

R3 : Les jeunes sortants des chantiers école rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle. **Mettre en place un réseau des entreprises du BTP partenaires de la méthodologie du Chantier-Ecole sur lequel s'appuyer pour faciliter l'insertion des**

jeunes sortants des chantiers école. Ces sortants peuvent être pris en charge dans les sélections des SPE Techguil et d'autres programmes tels que les programmes de l'AFD sur l'auto-emploi, de même que mon projet mon avenir.

Destinataire : BIT-mandants /Bailleur de fonds **Priorité :** Haute **Délai :** Moyen terme
Niveau de ressources nécessaires : Bas

R4 : Les jeunes formés sur la construction des infrastructures en terre rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle car **le fonctionnement et la structure du marché du travail au niveau local ne sont pas suffisamment connus**. Pour une meilleure insertion des jeunes formés dans un emploi durable, **un diagnostic spécifique devrait être fait, prenant en compte le fonctionnement et la structure du marché du travail au niveau local**. Ceci permettrait d'anticiper quelques obstacles, notamment la notion de volatilité relative du secteur du BTP, d'emplois temporaires ou journaliers. Il permettrait également de mieux comprendre le processus du recrutement pour anticiper les possibles solutions telles que la sensibilisation des chefs d'entreprises et un coaching sur les actions commerciales simples pour augmenter leur portefeuille clients. De même, une capitalisation pourrait être faite sur les solutions du Programme HIMO de l'OIT, qui consiste à amener les entreprises qui répondent à un appel d'offres à suivre une formation aux techniques HIMO et modalités chantier-école. Celles qui sont retenues ont accès à des prêts pour l'achat de matériels nécessaires (par exemple, pelle, brouettes, râteliers, tracteurs, remorques et compacteurs pour la construction de routes de desserte locale). Les contrats comportent également des garanties concernant le paiement des entreprises. Dans cette même optique, la formalisation et l'accès au financement peut permettre aux PME d'avoir une solvabilité minimum leur permettant de participer aux processus de passation des marchés, de préfinancer certaines petites activités de démarrage, de payer des cautions parfois demandées. **Destinataire :** CFTP/BIT **Priorité :** Haute **Délai :** Court terme **Niveau de ressources nécessaires :** Bas

R5 : Les centres de formation professionnelle ont des besoins matériels et techniques et une couverture limitée pour la mise en œuvre de la méthodologie du chantier école. Continuer l'appui aux autorités nationales, notamment le Ministère en charge de la Formation professionnelle, la DGFTP et les centres pour l'opérationnalisation de la méthodologie chantier école dans le dispositif de formation professionnelle et la mise à disposition des guides sur les chantiers écoles. **Destinataire :** BIT/Gouvernement **Priorité :** Haute **Délai :** Moyen terme ; **Niveau de ressources nécessaires :** Bas

R6 : Les actions du projet, ont permis d'asseoir un climat favorable pour la construction en matériaux locaux. Il convient de poursuivre l'introduction des matériaux locaux dans les constructions des infrastructures au niveau national, et d'appuyer la production d'un catalogue de normes et spécifications techniques pour la construction en matériaux locaux, **la cartographie des matériaux locaux dans le pays et poursuivre le travail entamé avec les ministère de l'Environnement et le ministère de l'Habitat et l'Aménagement Territorial et l'Etablissement d'exécution des travaux réalisés en matériaux locaux pour la promotion des emplois verts et de l'écoconstruction**. **Destinataire :** Gouvernement

Priorité : Haute Délai : Moyen terme, Niveau de ressources nécessaires : Bas

R7 : Avec le contexte d'insécurité qui prévaut dans le Sahel, il serait éventuellement intéressant que **les mandants et les donateurs travaillent en collaboration pour mesurer l'impact de cette approche innovante pour la cohésion sociale et la consolidation de la paix** en Mauritanie (ligne de référence, indicateurs, développement de bonnes pratiques, etc.) en mettant l'accent, notamment sur les jeunes à risque et exclus souvent du système traditionnel de formation professionnelle. **Destinataire : Gouvernement Priorité : Haute Délai : Moyen terme, Niveau de ressources nécessaires : Bas**

Principales leçons appprises et bonnes pratiques

Leçons apprises (LA)

LA.1 : La mise en place d'une Commission inclusive pour la sélection des jeunes stagiaires garantit la crédibilité du processus et favorise la transparence et l'objectivité dans le choix des jeunes. Cela a contribué à l'acceptation générale des résultats par tous les acteurs et permis d'éviter d'éventuelles plaintes, abus et clientélisme. La présence de structures régionales a renforcé aussi leur conviction du bon déroulement du processus et donc l'appropriation des résultats

LA. 2 : La compréhension de la motivation des apprenants avant de commencer la formation, la sensibilisation préalable des candidats, avant même qu'ils décident de candidater et pour quelles filières sont indispensables afin qu'ils sachent quelles sont les réelles perspectives d'insertion et les conditions de travail qui les attendent après la formation afin de s'assurer de leur implication dans le projet pédagogique et éviter ainsi la déperdition. Le processus de sélection des jeunes candidats était calqué sur les processus habituels de sélection des jeunes en formation professionnelle.

Bonnes pratiques (BP)

BP 1 : La réalisation d'une analyse sur le genre lors de la formulation du projet a permis de développer des stratégies appropriées pour la déconstruction sociale des stéréotypes de genre autour du BTP et favorisé une forte participation des femmes à un secteur considéré comme masculin.

BP 2 : La mise en place des GIE a contribué à l'insertion de certains jeunes formés par l'approche chantier-école dans les constructions des infrastructures du projet.

BP 3 : Le projet ne dispose pas de moyens pour mesurer l'impact de la réduction en termes d'émission de carbone. Cependant, la réalisation de l'étude de coûts et d'utilisation comparant les constructions en terre et ciment (modèle parpaing) a permis de démontrer l'impact positif du projet sur la réduction d'émissions et le rôle d'adaptation vu la réduction des intrants générant des émissions du fait des procédures industrielles et du transport.